


Fitch abaisse la perspective de la note du Royaume-Uni à «négative»

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 12 heures,
Mis à jour il y a 6 heures

Écouter cet article 

00:00/02:52 



La première ministère britannique, Liz Truss. OLI SCARFF / AFP

Cette dégradation de la note intervient quelques jours après une décision similaire de l'agence S&P, liée aux baisses d'impôts importantes annoncées par le gouvernement britannique.

L'agence de notation Fitch a baissé mercredi la perspective de la note du Royaume-Uni de «*stable*» à «*négative*», quelques jours après une décision similaire de l'agence S&P, liée aux baisses d'impôts importantes annoncées par le gouvernement britannique le 23 septembre. Ces mesures prises pour favoriser la croissance «*pourraient entraîner une hausse significative des déficits budgétaires à moyen terme*», a indiqué Fitch dans son communiqué.

L'agence américaine a maintenu sa note pour la dette souveraine du Royaume-Uni à AA-, un cran en dessous de celle de S&P. Mais la baisse de perspective signale le risque d'une dégradation de cette note si la situation économique du pays ne s'améliore pas. Le paquet budgétaire *«annoncé sans mesures de compensation ni évaluation indépendante de son impact sur les finances publiques, et le décalage entre les politiques fiscales et monétaires, étant donné les fortes pressions inflationnistes, ont eu, de l'avis de Fitch, des conséquences négatives pour la confiance des marchés financiers et la crédibilité du cadre politique»*, détaille l'agence.

À VOIR AUSSI - La Première ministère Liz Truss promet de sortir le Royaume-Uni de «la tempête»

Une absence de chiffrage

Liz Truss, arrivée à Downing Street début septembre, et son chancelier de l'Échiquier Kwasi Kwarteng avaient annoncé le 23 septembre un plan de soutien à l'énergie massif pour les ménages, accompagné de vastes baisses d'impôts. L'absence de chiffrage sur le montant du méga paquet budgétaire et de projections sur l'impact de ce plan de dépenses massif - sans réduction de dépenses envisagées et avec un financement par emprunt à l'heure où l'inflation flambe et les taux grimpent - ont mis le feu aux marchés financiers la semaine dernière. La livre est tombée le 26 septembre à son plus bas historique.

La dirigeante britannique et son ministère ont dans un premier temps défendu leur approche avant d'annoncer finalement lundi renoncer à certaines des mesures les plus controversées, tout particulièrement la suppression de la baisse du taux d'impôts pour la tranche supérieure de revenus. Les taux d'emprunt de l'État britannique à long terme ont flambé, ce qui renchérit le financement de la dette britannique à l'heure même où l'inflation s'envole à près de 10%, la plus élevée du G7, et où Londres veut emprunter beaucoup plus.

L'ensemble des mesures de relance, entre aides aux factures énergétiques et baisses d'impôts tous azimuts (cotisations sociales, impôt sur les sociétés, contributions environnementales...), est évalué à entre 100 et 200 milliards de livres par les économistes, mais n'a pas été totalement chiffré par le gouvernement. Vendredi, l'agence de notation S&P a revu à la baisse sa prévision pour la note britannique, et l'agence rivale Moody's avait déjà averti Kwasi Kwarteng que sa stratégie fiscale

risquait d'«*affaiblir de façon permanente la capacité du pays à se financer à un coût abordable*». Le Fonds monétaire international s'en est mêlé, appelant vertement - et inhabituellement - Downing Street à corriger le tir.